

Alors que la mise en place d'un gouvernement  
et d'un Parlement de transition est encore  
reportée  
De nouveaux affrontements interethniques ont  
fait des dizaines de morts au Rwanda

Le Monde, 25 février 1994

La crise que traverse le Rwanda s'est aggravée mercredi 23 février, à la suite d'affrontements interethniques et d'un nouveau report *sine die* de la mise en place d'un gouvernement et d'un Parlement de transition. Dans la nuit de mardi à mercredi, plusieurs dizaines de personnes ont été tuées dans des quartiers périphériques de Kigali, selon des sources humanitaires. La Croix-Rouge de Belgique a chiffré à « *au moins trente-sept* » le nombre de morts. Des affrontements entre Hutus et Tutsis ont suivi l'assassinat de deux dirigeants politiques, le président d'un parti radical hutu et le ministre des travaux publics et de l'énergie (le Monde du 24 février).

rwandais (FPR, mouvement tutsi) a été tué et un autre grièvement blessé, lors de l'attaque d'un convoi escorté par des « casques bleus » belges, qui acheminait une centaine de membres du FPR, de Mulundi, quartier général du Front au nord du Rwanda, vers la capitale, où ils devaient intégrer les forces armées rwandaises et assurer la protection des membres du FPR qui doivent participer au gouvernement de transition. La mise en place de ce gouvernement a été maintes fois reportée depuis début janvier, date initialement prévue par les accords de paix signés en août 1993 à Arusha, en Tanzanie, après trois années de guerre civile.

Un soldat du Front patriotique rwandais a affirmé que cette attaque visait ses ministres et députés,

qui auraient dû prêter serment mercredi, lors de la cérémonie d'investiture des institutions de transition. Mais les dirigeants du FPR avaient déjà décidé de ne pas participer à la cérémonie, de même que le Parti social démocrate (parti du ministre assassiné), une partie du Parti libéral (PL) et du Mouvement démocrate républicain (MDR), deux formations d'opposition au président Juvénal Habyarimana. Le premier ministre désigné du nouveau gouvernement, Faustin Twagiramungu, membre du MDR, a lui-même boycotté la céré-

monie, ainsi que son prédécesseur, Agathe Uwilingiyimana.

Le premier ministre a dénoncé à la radio les atermoiements du président Habyarimana dans la mise en place d'un gouvernement de transition. « *Ce n'est pas la faute du premier ministre, mais celle du président, si le gouvernement de transition n'a pas été formé. Le président veut nommer des ministres appartenant à des formations politiques qui lui conviennent* », a-t-il affirmé. (AFP.)